



GFI Informatique
Rapport Financier Semestriel
au 30 juin 2009



SOMMAIRE

1.	Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2009.....	3
2.	Comptes semestriels consolidés condensés.....	9
3.	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	37
4.	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel.....	39



- 1 -

Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2009



1- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2009

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE ET LEUR INCIDENCE SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES

L'activité au premier semestre 2009

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe GFI INFORMATIQUE pour le premier semestre 2009 est de 367,0 millions d'euros, soit une décroissance globale de -2,9% par rapport au 1er semestre 2008 et une décroissance organique de -7,0%, ceci sous le double effet de la crise économique et du format défavorable du deuxième trimestre (2 jours productifs en moins qu'au deuxième trimestre 2008). Dans ces conditions, la décroissance organique a été plus marquée au deuxième trimestre, s'élevant à -10,8% pour le Groupe et -6,9% pour la France.

Analyse de l'activité en France

En France, le chiffre d'affaires affiche une décroissance organique contenue s'élevant à -3,9%. Compte tenu du format défavorable exposé ci-dessus, la décroissance organique économique retraitée se limite à -2.3%. Après un démarrage difficile en début d'année marqué par un niveau d'inactivité important, la tendance s'est légèrement améliorée à partir du mois d'avril. L'activité commerciale reste soutenue et des affaires significatives ont été conclues : de nombreux contrats récurrents avaient été signés fin 2008 et de nouveaux projets ont été gagnés en 2009.

Malgré la crise, les trois axes majeurs du Groupe - offres, industrialisation et métiers - ont continué à enregistrer des succès significatifs, dont quelques exemples sont cités ci-dessous :

- dans le domaine des offres stratégiques :
 - MAE : Important contrat pluri annuel de TMA ;
 - Grande banque française et européenne : Contrat d'assistance à l'exploitation et à la production ;
 - Référencement EDF en partenariat avec Infosys sur activités d'intégration SAP ;
- concernant les centres de services :
 - Caisse d'Epargne : centre de service onshore ;
 - Grande banque française et européenne : Contrat de développement forfaitaire téléphonie multi-canal ;
 - EADS : Mise en place d'une équipe de développement J2EE ;
- au niveau des solutions métier :
 - CNAV : Gestion financière ;
 - Conseil Régional Ile-de-France : Gestion financière et ressources humaines.

Analyse de l'activité à l'international

Espagne et Portugal

Le Portugal a vu un net ralentissement de ses activités avec une décroissance organique de -13,0% marquée dans ses activités « dotnet » ainsi que dans le domaine de la monétique et des terminaux de paiement qui ont été fortement impactés par le ralentissement économique. Les activités dans le secteur historique des télécommunications ont mieux résisté, grâce à la diversification des offres entamée dans le domaine notamment des architectures SOA.

En Espagne, la décroissance organique a été mieux contenue, s'élevant à -3,8% grâce notamment aux activités d'intégration d'ERP développées avec Oracle dans les secteurs de l'industrie, du monde des services et du secteur public. Dans ce dernier secteur, le développement des activités au pays basque est toujours significatif.

Suite à la baisse d'activité du secteur Télécom, la société continue à diversifier son portefeuille d'activités et d'offres en renforçant notamment ses compétences dans le domaine de la "e-administration".

Dans le secteur de la santé, il convient également de noter le retour à la profitabilité de la société SAVAC, après la restructuration opérée en fin d'année 2008 et le recentrage sur l'offre de Gestion des coûts.

Allemagne, Benelux et Suisse

Dans un contexte de crise assez marqué en Allemagne, la filiale a réalisé un chiffre d'affaires en décroissance organique limité à -6,3%, tout en maintenant un résultat d'exploitation positif ceci grâce notamment à ses activités dans le secteur public (Land de Basse Saxe).

En Belgique, l'activité a été impactée par le fort ralentissement du secteur automobile qui est le principal secteur d'évolution de la filiale.

En Suisse, l'objectif de redressement du résultat est atteint au semestre.

Italie

L'activité de cette filiale est en forte décroissance (-22,5%) suite, d'une part, à l'arrêt volontaire des activités d'achat revente de matériels (20 millions d'euros annuels) consommatrices en terme de trésorerie mais très faiblement contributives en résultat ainsi que, d'autre part, au fort ralentissement de l'économie italienne notamment dans le secteur public.

Le Groupe reste focalisé sur la sélectivité et la qualité des affaires signées, en termes de marge et de besoins en fonds de roulement. Il a, de plus, entamé une action vigoureuse de réduction des créances clients et de diminution des factures à établir. Le Groupe poursuit également sa politique de réduction drastique des coûts et a lancé un plan de restructuration avec la procédure de « CIGO » pour un total maximum de 80 personnes.

La filiale a signé un contrat important en termes stratégiques dans le domaine des nouvelles technologies avec la filiale italienne d'une grande banque française, sous la supervision technique de GFI France, avec l'objectif d'exporter en Italie le savoir faire métier acquis par les équipes françaises.

Maroc

Le développement des activités locales et de la plate-forme near-shore est très satisfaisant.

Canada

Les activités au Canada ont été en fort ralentissement dans les secteurs de la monétique avec la réduction des importants courants d'affaires EMV (GFI CONSEIL) et du tourisme et des loisirs (ACCOVIA), fortement impactés par la crise économique. Dans ces conditions la décroissance organique observée sur les périmètres historiques GFI CONSEIL et ACCOVIA est importante, s'élevant à -37%.

La société ACCOVIA est engagée dans un effort de recherche et développement important pour la refonte technologique de son moteur de réservation, avec l'objectif de mettre la nouvelle version sur le marché en fin d'année.

L'activité BELL SOLUTIONS D'AFFAIRES, acquise en juillet 2008, a réalisé un chiffre d'affaires de 12,6 millions d'euros, légèrement inférieur au budget.

Acquisitions et mouvements de périmètres

Acquisition de la Société FORTSUM

Le Groupe a acquis, en mai 2009 la société FORTSUM éditeur spécialisé dans le domaine des progiciels de gestion comptable et financière. La société FORTSUM occupe une place de premier plan sur le marché des progiciels comptables et financiers pour les petites et moyennes entreprises au Québec et a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 30,7 millions de dollars canadiens et un EBITDA de 6 millions de dollars canadiens.

Cette acquisition confère à la filiale canadienne une position de leader au Québec sur le segment des TPE et PME pour les progiciels de gestion comptable et financière ainsi qu'une position dominante dans le secteur public sur ce marché.

Avec cette acquisition, la filiale canadienne compte environ 850 collaborateurs.

Faits marquants : Changement de gouvernance

Lors du Conseil d'Administration du 17 mars 2009, Jacques Tordjman a présenté sa démission qui a été acceptée par le Conseil d'Administration, de son poste de Directeur Général.

Lors de l'Assemblée Générale du 20 mai 2009, Jacques Tordjman a présenté sa démission du poste de Président. Le Conseil d'Administration qui s'est tenu à l'issue de cette Assemblée Générale a nommé Vincent Rouaix au poste de Président Directeur Général.

Résultats du Groupe

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe est en net recul, s'élevant à 11,0 millions d'euros au titre du premier semestre 2009 contre 22,5 millions d'euros au titre du premier semestre 2008. La marge opérationnelle courante correspondante s'élève ainsi à 3,0% au titre du premier semestre 2009 contre 6,0% au titre du premier semestre 2008.

En France, le résultat opérationnel courant est en baisse, s'élevant à 10,3 millions d'euros au titre du premier semestre 2009, contre 17,0 millions d'euros au titre du premier semestre 2008. La marge opérationnelle courante est en baisse également, passant de 6,6% au premier semestre 2008 à 4,1% au premier semestre 2009. Cette baisse s'explique par le fort ralentissement économique observé depuis la fin de l'année 2008 ainsi que par 2 jours productifs en moins au cours du deuxième trimestre 2009 par rapport au deuxième trimestre 2008.

A l'International, le résultat opérationnel courant est en net recul également et s'établit à 0,7 million d'euros au titre du premier semestre 2009 contre 5,5 millions d'euros au titre du premier semestre 2008, soit une marge opérationnelle courante de 0,6% au titre du premier semestre 2009.

Cette variation importante s'explique par le contexte de crise économique mondiale qui a impacté toutes les filiales, plus ou moins affectées selon leur secteur d'activité.

En Espagne, la filiale a bien résisté grâce notamment à la diversification du portefeuille d'activités réalisée en 2008 après la perte d'une part importante d'activités avec le client TELEFONICA.

L'activité au pays basque reste toujours dynamique notamment dans le domaine de la « e administration » ; la société SAVAC a opéré un redressement profitable après la restructuration intervenue en fin 2008 et le recentrage de ses activités de « business intelligence »

En Italie, la perte opérationnelle courante de -2,3 millions d'euros sur le premier semestre 2009 provient pour moitié de la dépréciation de la créance Foggia (1,1 million d'euros). Le résultat est inférieur au budget, compte tenu du contexte économique très difficile en Italie notamment dans le secteur public.

Les activités dans le domaine des utilities ont subi une forte baisse liée à la fin d'un important contrat avec le client TERNA ainsi qu'à l'arrêt des activités d'achat revente de matériels.

La filiale a lancé le plan de restructuration « CIGO » en fin de semestre pour 80 personnes et le Groupe poursuit son effort de sélectivité du chiffre d'affaires.

Au Canada, le résultat opérationnel courant est en baisse significative à cause principalement de la forte baisse des activités de conseil dans la monétique et dans le domaine du voyage et loisirs. Le Groupe a dégagé un résultat opérationnel courant de 0,7 million d'euros au titre du premier semestre 2009 contre 2,3 millions d'euros au titre du premier semestre 2008. L'activité BELL SOLUTIONS D'AFFAIRES, spécialisée dans l'intégration d'ERP dans les domaines de la santé et du secteur public, acquise en juillet 2008, a dégagé un résultat opérationnel courant de 0,1 million d'euros très inférieur aux attentes, pour un chiffre d'affaires de 12,6 millions d'euros.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Au titre du premier semestre 2009, le Groupe a enregistré -17,6 millions d'euros de produits et charges opérationnels non courants, contre -2,6 millions d'euros au titre du premier semestre 2008. Ces coûts sont relatifs :

- aux mesures de restructurations entreprises principalement en France pour 3,1 millions d'euros et en Italie pour 1,0 million d'euros. Elles incluent une charge de 0,8 million d'euros relative à la clause de non concurrence négociée avec Jacques Tordjman ;
- à la comptabilisation d'une charge nette de 3,7 millions d'euros suite à la transaction signée avec le Groupe ENGINEERING ;
- à la dépréciation de 10,0 millions d'euros de l'écart d'acquisition de la filiale italienne.

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers s'élève à 1,8 million d'euros au titre du premier semestre 2009 contre 3,3 millions d'euros au titre du premier semestre 2008. La baisse de ce poste est principalement liée à la baisse des taux d'intérêts à court terme observée depuis la fin de l'année 2008.

Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit ainsi à une perte de -11,0 millions d'euros au titre du premier semestre 2009 contre +10,6 millions d'euros au titre du premier semestre 2008.

Le résultat dilué par action s'élève à -0,20 euro au titre du premier semestre 2009 par rapport au résultat dilué par action du premier semestre 2008 qui s'élevait à +0,19 euro.

Situation financière

Investissements

Le Groupe a réalisé 24,0 millions d'euros d'investissements sur le semestre dont principalement :

- 2,2 millions d'euros de frais de développement activés et d'achats de licences correspondant au développement des solutions logicielles du Groupe et à des projets internes ;
- 1,8 million d'euros d'acquisitions d'immobilisations corporelles nécessaires aux opérations du Groupe ;
- 18,5 millions d'euros (nets de la trésorerie acquise) relatifs à l'acquisition de FORSTUM.

Endettement net

Le Groupe GFI INFORMATIQUE a consommé 5,8 millions de trésorerie sur le semestre contre 17,8 millions d'euros au premier semestre 2008.

Le besoin en fonds de roulement du Groupe s'est fortement amélioré puisque le Groupe a dégagé une ressource de 9,8 millions d'euros. Cette performance est à souligner car traditionnellement le besoin en fonds de roulement du Groupe augmente au cours du premier semestre de l'année. Au titre du premier semestre 2008, il s'agissait ainsi d'une consommation de 15,4 millions d'euros.

Malgré une capacité d'autofinancement en baisse du fait de la forte chute du résultat net, le Groupe a amélioré sensiblement ses flux de trésorerie provenant des opérations, ce dernier s'élevant à 16,2 millions d'euros contre 2,6 millions d'euros au titre du premier semestre 2008.

Comme en 2008, le Groupe a versé 11,9 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires début juin 2009.

Compte tenu des investissements réalisés par le Groupe et financés à hauteur de 10,5 millions d'euros par recours à l'emprunt, l'endettement net du Groupe s'élève à 109,0 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 109,6 millions d'euros au 30 juin 2008 et 92,3 millions d'euros au 31 décembre 2008.

EFFECTIFS

Fin juin 2009, les effectifs du Groupe s'élèvent à 9 897 personnes, contre 9 893 personnes fin décembre 2008 (dont, en France, 6 046 fin juin 2009 contre 6 151 fin décembre 2008).

Le turnover est de 5,7% en France au premier semestre 2009 et de 6,7% pour l'ensemble du Groupe.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales évolutions relatives aux transactions avec les parties liées sont évoquées en note 25 des comptes semestriels consolidés condensés inclus dans la partie 2 de ce document.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2009

Bien que le chiffre d'affaires de GFI INFORMATIQUE soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels et que les principaux clients, hormis le secteur de l'automobile où GFI INFORMATIQUE est peu implanté, n'aient pas communiqué de signaux très négatifs, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de très près l'évolution de la situation.

Afin d'anticiper toute modification significative de l'environnement, GFI INFORMATIQUE a mis en œuvre deux types d'actions :

- la mise en place d'un plan d'économie permanent visant à réduire sa structure de coûts fixes ;
- une plus grande sélectivité dans le recrutement et un recours à la sous-traitance.

En ce qui concerne le risque de liquidité, le Groupe a démarré la renégociation de son emprunt moyen terme avec son pool bancaire dans l'objectif d'en rallonger la maturité de deux années (3 ans à 5 ans). L'intention du Groupe est de finaliser cette négociation d'ici la fin de l'année.

Evolution de la vérification fiscale de GFI INFORMATIQUE

GFI INFORMATIQUE a contesté vigoureusement chacune des deux propositions de rectifications de l'administration fiscale en janvier et novembre 2008. Une réponse de l'administration fiscale a été reçue en avril 2009. GFI INFORMATIQUE considère que cette réponse n'apporte pas d'éléments nouveaux susceptibles de modifier la nature du risque considéré comme toujours très improbable, et en conséquence n'a passé aucune provision pour risques dans ses comptes.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

- 2 -

Comptes semestriels consolidés condensés

période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009



2. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2009

SOMMAIRE

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	11
▶ ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	11
▶ ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	12
▶ TABLEAUX CONSOLIDES DES FLUX DE TRESORERIE	13
▶ VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	14
 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES	 15
I. INFORMATIONS GENERALES	15
II. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	15
Normes comptables appliquées	15
Première application IFRS 8 : Changement de méthode comptable	16
III. FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION	17
Contexte de crise financière	17
Changement de gouvernance	17
Appel en garantie ENGINEERING	17
Acquisition de FORSTUM au Canada	17
Autres opérations juridiques	18
Impacts des variations de périmètre	18
Liste des sociétés consolidées	19
IV. NOTES SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	22
NOTE 1 : Ecarts d'acquisition	22
NOTE 2 : Autres immobilisations incorporelles	23
NOTE 3 : Immobilisations corporelles	23
NOTE 4 : Actifs financiers non courants	24
NOTE 5 : Clients et comptes rattachés	24
NOTE 6 : Autres créances	24
NOTE 7 : Endettement, part à long terme	24
NOTE 8 : Provisions non courantes	25
NOTE 9 : Autres passifs financiers non courants et courants	26
NOTE 10 : Provisions courantes	26
NOTE 11 : Endettement, part à court terme	27
NOTE 12 : Passifs financiers courants	27
NOTE 13 : Dettes fiscales et sociales	27
NOTE 14 : Autres passifs courants	28
V. NOTES SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	29
NOTE 15 : Chiffre d'affaires	29
NOTE 16 : Charges de personnel et effectifs	29
NOTE 17 : Résultat opérationnel	29
NOTE 18 : Coût de l'endettement financier net	30
NOTE 19 : Autres produits et charges financiers	30
NOTE 20 : Impôts sur les résultats	30
VI. INFORMATIONS SECTORIELLES	32
NOTE 21 : Information sectorielle	32
VII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	32
NOTE 22 : Risques divers	32
NOTE 23 : Engagements hors bilan	33
NOTE 24 : Evénements postérieurs	34
NOTE 25 : Informations relatives aux parties liées	34
NOTE 26 : Objectifs et politique de gestion des risques financiers	34

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

► ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)		30.06.09	31.12.08
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	<i>note 1</i>	241 104	238 390
Autres immobilisations incorporelles	<i>note 2</i>	30 017	28 180
Immobilisations corporelles	<i>note 3</i>	11 155	11 252
Actifs financiers non courants	<i>note 4</i>	3 972	3 967
Impôts différés actifs	<i>note 20</i>	958	1 133
Autres actifs financiers non courants		0	0
ACTIFS NON COURANTS		287 206	282 922
Stocks de marchandises		2 402	3 403
Clients et comptes rattachés	<i>note 5</i>	277 753	312 979
Autres créances	<i>note 6</i>	25 202	33 854
Charges constatées d'avance		8 784	6 152
Trésorerie et équivalents de trésorerie		19 207	22 206
ACTIFS COURANTS		333 348	378 594
TOTAL ACTIF		620 554	661 516
PASSIF			
Capital		108 588	108 588
Primes		86 178	86 178
Réserves consolidées		28 919	26 616
Résultat consolidé de l'exercice		-10 951	14 327
Autres		-3 825	-4 403
Réserves de conversion		-1 379	-2 463
CAPITAUX PROPRES, Part du groupe		207 530	228 843
Intérêts minoritaires		-2 233	2 389
CAPITAUX PROPRES		205 297	231 232
Endettement, part à long terme	<i>note 7</i>	64 294	67 864
Impôts différés passifs	<i>note 20</i>	518	371
Provisions non courantes	<i>note 8</i>	15 996	15 599
Autres passifs financiers non courants	<i>note 9</i>	1 726	1 652
PASSIFS NON COURANTS		82 534	85 486
Provisions courantes	<i>note 10</i>	8 021	7 782
Endettement, part à court terme	<i>note 11</i>	63 917	46 593
Passifs financiers courants	<i>note 12</i>	3 009	3 295
Autres passifs financiers courants	<i>note 9</i>	7 540	9 306
Fournisseurs		64 019	73 923
Dettes fiscales et sociales	<i>note 13</i>	134 110	152 807
Autres passifs courants	<i>note 14</i>	13 524	16 107
Produits constatés d'avance		38 583	34 985
PASSIFS COURANTS		332 723	344 798
TOTAL PASSIF		620 554	661 516

► ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

RESULTAT

(en milliers d'euros)		30.06.09	30.06.08
Chiffre d'affaires net	<i>note 15</i>	367 025	377 870
Achats et charges externes		-98 795	-108 130
Impôts, taxes et versements assimilés		-7 797	-7 419
Charges de personnel	<i>note 16</i>	-244 668	-236 910
Dotations aux amortissements		-5 019	-4 242
Autres produits et charges opérationnels courants		222	1 335
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		10 968	22 504
Restructurations		-4 589	-2 612
Résultat des cessions et liquidations		890	-9
Dépréciation des écarts d'acquisition	<i>note 1</i>	-10 000	0
Autres produits et charges opérationnels		-3 852	-20
RESULTAT OPERATIONNEL	<i>note 17</i>	-6 583	19 863
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		35	41
Coût de l'endettement financier brut		-1 843	-3 253
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	<i>note 18</i>	-1 808	-3 212
Autres produits et charges financiers	<i>note 19</i>	-828	395
Impôts sur les résultats	<i>note 20</i>	-1 732	-6 411
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRÊTEES OU EN COURS DE CESSION		-10 951	10 635
Résultat des activités abandonnées ou en cours de cession		0	0
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		-10 951	10 635
dont part du Groupe		-10 951	10 482
dont part des minoritaires		0	153

	30.06.09	30.06.08
RESULTAT* DE BASE PAR ACTION		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	54 293 742	54 293 742
Résultat par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	-0,20	0,19

	30.06.09	30.06.08
RESULTAT* DILUE PAR ACTION		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	54 293 742	54 293 742
Nombre moyen d'actions liées aux OBSAR et BSAR susceptibles d'être émis	0	0
Nombre moyen d'actions gratuites susceptibles d'être attribuées	0	106 210
Nombre moyen d'actions dilué	54 293 742	54 399 952
Résultat dilué par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires (en euros)	-0,20	0,19

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	30.06.09	30.06.08
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-10 951	10 635
Variation des écarts actuariels	0	0
Variation des instruments de couverture	-265	308
Valorisation des paiements en actions	0	112
Résultat global reconnu en capitaux propres	-265	420
RESULTAT GLOBAL	-11 216	11 055

► TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30.06.09	30.06.08
Résultat net de l'ensemble consolidé	-10 951	10 635
Résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	15 654	1 979
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	-512	-505
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	74	-4
Profits et pertes de dilution	-896	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 369	12 105
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	1 768	3 115
Coût des swap	1 078	445
Charge d'impôt	1 732	6 411
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	7 947	22 076
Impôt versé	-1 577	-4 049
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	9 841	-15 413
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	16 211	2 614
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-2 202	-4 678
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-1 791	-2 698
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	139	101
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		0
+/- Incidences des variations de périmètre	-20 169	-21 687
+/- Variations des prêts et avances consenties	13	-9
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-24 010	-28 971
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
• Versées par les actionnaires de la société mère	0	0
• Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	6 855	0
+/- Rachats et reventes d'actions propres	681	-1 114
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-11 862	-11 855
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
+/- Souscription et remboursements d'emprunts	-808	5 573
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	9 973	19 787
- Intérêts financiers versés	-1 856	-3 097
- Coût des swap	-1 078	-445
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	1 905	8 849
+/- Incidence des variations de cours des devises	112	-301
VARIATION DE TRÉSORERIE	-5 782	-17 809

La variation de trésorerie nette présentée ci-dessus, ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.08	Variations	30.06.09
Valeurs mobilières de placement	3 054	-958	2 096
Disponibilités	19 152	-2 041	17 111
Concours bancaires courants	(note 11)	-2 783	-19 812
Trésorerie nette	5 177	-5 782	-605
Endettement, part à long terme	(note 7)	3 570	-64 294
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à court terme	(note 11)	-4 680	-24 370
Autres dettes financières à court terme	(note 11)	-9 861	-19 735
Endettement financier brut	-97 428	-10 971	-108 399
Endettement financier net	-92 251	-16 753	-109 004

► VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Résultat de l'exercice	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 31 décembre 2007	108 588	86 178	25 418	14 037	-1 203	-729	1 743	234 032	3 052	237 084
Résultat du premier semestre 2008				10 482				10 482	153	10 635
Résultat global reconnu en capitaux propres	0	0	112	0	0	308	0	420	0	420
Résultat global	0	0	112	10 482	0	308	0	10 902	153	11 055
Affectation du résultat 2007			14 037	-14 037				0		0
Dividendes versés			-11 855					-11 855		-11 855
Titres de l'entreprise consolidante			-484		-630			-1 114		-1 114
Variation de périmètre								0	-3 006	-3 006
Variation de la réserve de conversion							-2 513	-2 513	-183	-2 696
Situation au 30 juin 2008	108 588	86 178	27 228	10 482	-1 833	-421	-770	229 452	16	229 468
Résultat du second semestre 2008				3 845				3 845	226	4 071
Résultat global reconnu en capitaux propres	0	0	-112	0	0	-2 232	0	-2 344	0	-2 344
Résultat global	0	0	-112	3 845	0	-2 232	0	1 501	226	1 727
Titres de l'entreprise consolidante			-500		83			-417		-417
Variation de périmètre								0	2 436	2 436
Variation de la réserve de conversion							-1 693	-1 693	-289	-1 982
Situation au 31 décembre 2008	108 588	86 178	26 616	14 327	-1 750	-2 653	-2 463	228 843	2 389	231 232
Résultat du premier semestre 2009				-10 951				-10 951	0	-10 951
Résultat global reconnu en capitaux propres	0	0	0	0	0	-265	0	-265	0	-265
Résultat global	0	0	0	-10 951	0	-265	0	-11 216	0	-11 216
Affectation du résultat 2008			14 327	-14 327				0		0
Dividendes versés			-11 862					-11 862		-11 862
Titres de l'entreprise consolidante			-162		843			681		681
Variation de périmètre								0	-4 792	-4 792
Variation de la réserve de conversion							1 084	1 084	170	1 254
Situation au 30 juin 2009	108 588	86 178	28 919	-10 951	-907	-2 918	-1 379	207 530	-2 233	205 297

Évolution du capital

Le capital est composé au 30 juin 2009 de 54 293 742 actions de 2 euros de valeur nominale et s'élève ainsi à 108 587 484 euros.

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 569 246 titres au 31 décembre 2008, valorisés à 1 750 milliers d'euros. Au cours de la période, l'acquisition de 645 087 titres d'autocontrôle au prix moyen de 2,52 euros par titre ainsi que la cession de 852 840 titres d'autocontrôle ont porté ce nombre de titres à 361 493 au 30 juin 2009. Ces titres représentent 0,7% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2009.

Au 30 juin 2009, le nombre total d'actions dont l'émission a été autorisée par l'Assemblée Générale des actionnaires et pour lesquelles l'autorisation n'a pas été utilisée est de 22 029 374 actions.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

GFI INFORMATIQUE S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information.

GFI INFORMATIQUE met au service de ses clients son savoir-faire structuré en cinq branches : Conseil, Intégration d'ERP, Ingénierie, Infrastructures & Production et Logiciels. Dans le cadre de l'industrialisation de ses lignes d'activité, le Groupe dispose de 11 centres d'expertises, de 2 centres de services nationaux et de 3 centres off-shore.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2009 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 31 août 2009.

II. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Normes comptables appliquées

Les comptes consolidés condensés au 30 juin 2009 sont établis en conformité avec les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes comptables internationales IFRS. Ces normes comptables internationales sont constituées des IFRS (International Financial Reporting Standards), des IAS (International Accounting Standards), ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2009 (publication au journal officiel de l'Union européenne). Elles sont disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2009 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection des notes annexes. Ce jeu d'états financiers semestriels au 30 juin 2009 comprend à titre comparatif l'état du résultat global consolidé du premier semestre 2008 et l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2008. Ces comptes consolidés semestriels condensés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2008.

Ces règles et méthodes sont identiques à celles appliquées au 31 décembre 2008, et présentés dans le document de référence 2008, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- IFRS 8, Secteurs opérationnels ;
- IAS 1 Révisée, Présentation des états financiers ;
- IAS 23 Révisée, Coûts d'emprunt ;
- IAS 32 Amendée, Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation ;
- IFRS 2 Amendée, Conditions d'acquisition et annulation ;
- Amendements aux IFRS (mai 2008) - sauf IFRS 5 - applicable au 01/07/2009 ;
- IFRIC 11, Actions propres et transactions intra groupes ;
- IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle ;
- IFRIC 14, Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction.

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 et non encore endossées par l'Union Européenne sont sans incidence sur les comptes du Groupe GFI INFORMATIQUE :

- IFRIC 12, Accords de concession de services (endossée par l'UE, applicable pour les exercices ouverts à compter du 29 mars 2009) ;
- IFRIC 16, Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger (endossée par l'UE, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009) ;
- Amendement IFRS 7, Improving Disclosures about Financial Instruments ;
- Amendement IFRIC 9 & IAS 39, Embedded Derivatives ;
- IFRIC 15, Agreements for the Construction of Real Estate.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2009 :

- IFRS 3R - Regroupements d'entreprises ;
- IAS 27A - Etats financiers consolidés et individuels ;
- IFRIC 17, Distributions of Non-Cash Assets to Owners (application prospective - à appliquer en même temps qu'IFRS 3R) ;
- IFRIC 18, Transfers of Assets from Customers (application prospective) ;
- Amendements aux IFRS (avril 2009) ;
- Amendment IFRS 2 - Group Cash settled Share based payment transactions ;
- Amendment to IAS 39 Financial Instruments: Recognition and Measurement : Eligible Hedged Items.

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. GFI INFORMATIQUE n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

Première application IFRS 8 : Changement de méthode comptable

La première application de la norme IFRS 8 : « Secteurs opérationnels » qui remplace la norme IAS 14 : « Information sectorielle » constitue un changement de méthode comptable. La nouvelle norme IFRS 8 définit un secteur opérationnel comme une composante d'une entité :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges ;
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et ;
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Au regard de ces critères, les secteurs d'activités opérationnels selon la norme IFRS 8 se définissent, pour le Groupe GFI INFORMATIQUE, comme étant les zones d'activité géographique, par pays. Cette définition des secteurs correspond à la définition retenue préalablement dans le cadre de la norme IAS 14 : « Information sectorielle » pour les secteurs d'activité de premier niveau.

Dans ce contexte, le changement de méthode comptable introduit par la première application de la norme IFRS 8 a une incidence limitée sur la nature de l'information financière fournie par le Groupe.

- - -

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges.

III. FAITS CARACTERISTIQUES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Contexte de crise financière

Les événements macro-économiques intervenus depuis la seconde partie de l'exercice 2008 ont créé des incertitudes dont l'ampleur et les conséquences sont encore difficiles à apprécier.

Les objectifs et politique de gestion des risques de crédit et des risques de liquidité sont rappelés dans la NOTE 26 : « Objectifs et politique de gestion des risques financiers ».

Les estimations comptables retenues par la direction concourant à la préparation des états financiers au 30 juin 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté à apprécier les perspectives économiques.

Changement de gouvernance

Lors du Conseil d'Administration du 17 mars 2009, Jacques Tordjman a présenté sa démission qui a été acceptée par le Conseil d'Administration, de son poste de Directeur Général.

Lors de l'Assemblée Générale du 20 mai 2009, Jacques Tordjman a présenté sa démission du poste de Président. Le Conseil d'Administration qui s'est tenu à l'issue de cette Assemblée Générale a nommé Vincent Rouaix au poste de Président Directeur Général.

Appel en garantie ENGINEERING

Dans le cadre de l'appel en garantie de passif d'un montant de 7,9 millions d'euros reçu de la part de la société ENGINEERING, consécutif à la cession de la société ENGISANITA intervenue en juillet 2002, GFI INFORMATIQUE a conclu en date du 7 juillet 2009 une transaction pour un montant ferme et définitif de 4,0 millions d'euros. Ce montant, net de la reprise de provision de 0,3 million d'euros, constitue une charge opérationnelle non courante de la période d'un montant de 3,7 millions d'euros (Cf. «NOTE 17 : Résultat opérationnel »).

Dans ce contexte, la dette et la créance comptabilisées au 31 décembre 2008 ont été soldées pour respectivement 5,3 millions d'euros (Cf. « NOTE 6 : Autres créances ») et 5,7 millions d'euros (Cf. « NOTE 14 : Autres passifs courants »)

Acquisition de FORSTUM au Canada

Le Groupe a acquis 100% des actions de la société canadienne FORSTUM. Cette société est un des leaders au Québec de l'édition et de l'intégration de solutions logicielles propriétaires en comptabilité/finance.

Elle est intégrée depuis le 21 mai 2009 selon la méthode de l'acquisition.

Pour financer cette acquisition ;

- Le Groupe GFI INFORMATIQUE et le FONDS DE SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS QUEBECOIS ont souscrit à une augmentation de capital de la filiale Groupe GFI Solutions pour respectivement des montants de 7 et 11 millions de dollars canadiens.
- La souscription au capital de cette filiale canadienne par le FTQ constitue une opération dilutive qui a dégagé un résultat opérationnel non courant positif de + 957 milliers d'euros pour le Groupe.
- Le Groupe a également contracté un emprunt auprès de la BANQUE OF MONTREAL d'un montant de 17,5 millions de dollars canadiens.

Cette acquisition a été payée en numéraire.

Autres opérations juridiques

A la suite des opérations de croissance externe réalisées en 2007 et 2008, le Groupe poursuit en 2009 les opérations visant à simplifier et rationaliser son organigramme.

- Dissolution entraînant transmission universelle de patrimoine des filiales suivantes :
 - le 1^{er} janvier 2009 : GFI BFA, par décision de son actionnaire unique GFI INFORMATIQUE ;
 - le 1^{er} janvier 2009 : OPTIMEUS par décision de son actionnaire unique GFI CONSULTING ;
 - le 1^{er} janvier 2009 : ALLIANCE INGENIERIE par décision de son actionnaire unique GFI INFRASTRUCTURES ET PRODUCTION ;
 - le 1^{er} janvier 2009 : BBS ONE, par décision de son actionnaire unique GROUPE BTD ;
 - le 2 janvier 2009 : GROUPE BTD, par décision de son actionnaire unique GFI INFORMATIQUE ;
 - le 1er avril 2009 : GFI ELIOS INFORMATIQUE, par décision de son actionnaire unique GFI INFORMATIQUE.

- Liquidation des sociétés suivantes :
 - TEAM VILLAGE, en Belgique ;
 - IXI CANADA, au Canada.

- Changement de dénomination sociale de la société GFI INFRASTRUCTURES ET PRODUCTION, devenue GFI INFORMATIQUE-PRODUCTION.

Impacts des variations de périmètre

Les impacts chiffrés de la contribution au titre de la période des sociétés entrées dans le périmètre au cours de la période (FORSTUM) et au cours du second semestre 2008 (BELL SOLUTIONS D'AFFAIRES), sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Chiffre d'affaires	Résultat Opérationnel courant	Résultat net
Entrées de périmètre	14 847	575	39

L'impact de ces opérations sur les états financiers du Groupe étant inférieur au seuil de 25% défini par l'AMF, il n'a pas été établi de comptes pro-forma.

Liste des sociétés consolidées

Nom de la société	Siège social Adresse	Code postal et Ville	N° Siren	Méthode de consoli- dation	% de contrôle	% d'intérêt	Pays d'activité
France							
GFI Informatique S.A.	(2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	385 365 713	Société mère - tête de groupe			France
Financière Sinorg S.A.	(2) 12, rue Rouget de Lisle	92130 Issy Les Moulineaux	384 875 159	IG	100%	100%	France
Gifi 4 S.A.S.	(2) 24, rue Martre	92110 Clichy	509 339 081	IG	100%	100%	France
Gifi 5 S.A.S.U.	(2) 24, rue Martre	92110 Clichy	509 440 079	IG	100%	100%	France
GFI Progiels S.A.S.	(2) 12, rue Rouget de Lisle	92130 Issy Les Moulineaux	340 546 993	IG	100%	100%	France
Némausic S.A.	(2) 151, rue Gilles Roberval	30900 Nîmes	329 936 876	IG	100%	100%	France
GFI Consulting S.A.S.	(2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	433 940 145	IG	100%	100%	France
GFI Chrono Time S.A.S.	(2) 12, rue Rouget de Lisle	92130 Issy Les Moulineaux	433 940 574	IG	100%	100%	France
SCBF S.A.S.	(2) 6, boulevard du Général Leclerc	92110 Clichy	433 940 079	IG	100%	100%	France
GIFI 2 S.A.S.U.	(2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	493 686 653	IG	100%	100%	France
GFI Infogen Systems S.A.S.	(2) 3, rue Collange	92300 Levallois	387 554 710	IG	100%	100%	France
GFI Monetic S.A.S.	(2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	434 749 719	IG	100%	100%	France
GFI Informatique-Production S.A. (ex-GFI Groupe Infrastructures et Production S.A.)	(2) 158, avenue de Verdun	92130 Issy Les Moulineaux	410 773 758	IG	100%	100%	France
GFI Infrastructures et Production S.A.	(2) 158, avenue de Verdun	92130 Issy Les Moulineaux	428 286 496	IG	100%	100%	France
Adelior France S.A.S.	(2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	315 930 578	IG	100%	100%	France
GFI Euvoxa S.A.	(2) 47, rue du Leinster	44240 La Chapelle sur Erdre	429 027 337	IG	100%	100%	France
BTD Consulting S.A.S.	(2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	351 630 231	IG	100%	100%	France
Elites Consulting S.A.S.	(2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	408 621 209	IG	100%	100%	France
GFI Elios Informatique S.A.	(1) (2) 11, rue Louis de Broglie	22300 Lannion	327 753 448	IG	100%	100%	France
GIFI BFA S.A.S.U	(1) (2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	493 687 644	IG	100%	100%	France
Groupe BTD S.A.	(1) (2) 24, rue Martre	92110 Clichy	439 189 721	IG	100%	100%	France
BBS One S.A.S.	(1) (2) 10, square du Chêne Germain	35510 Cesson Sevigne	421 404 823	IG	100%	100%	France
Alliance Ingénierie S.A.S.	(1) (2) 15, rue Beaujon	75008 Paris	414 677 005	IG	100%	100%	France
Informatique et Services S.A.S.	(2) 158, avenue de Verdun	92130 Issy Les Moulineaux	413 460 072	IG	100%	100%	France
Optimeus S.A.S.	(1) 8, rue Boudreau	75009 Paris	482 249 976	IG	100%	100%	France
GIFI 3 S.A.S.U.	15, rue Beaujon	75008 Paris	493 687 446	IG	100%	100%	France
S.C.I. Gifimo	158, avenue de Verdun	92130 Issy Les Moulineaux	350 934 139	IG	100%	100%	France
GEIE European Software and Services Group	15, rue Beaujon	75008 Paris	508 402 179	IP	75%	75%	France
G.I.E. Anis	12, rue Rouget de Lisle	92130 Issy Les Moulineaux	389 285 784	IG	100%	100%	France
S.C.I. Via Domitia	151, rue Gilles Roberval	30900 Nîmes	418 871 166	IG	100%	100%	France
Accovia France S.A.R.L.	5, Place du Colonel Fabien	75010 Paris	400 375 507	IG	100%	67%	France

(1) Sociétés sorties au cours de l'exercice. (2) Sociétés appartenant au périmètre d'intégration fiscale en France

IG = Intégration globale. MEQ = Mise en équivalence. IP = Intégration proportionnelle.

Nom de la société	Siège social Adresse	Code postal et Ville	N° Siren	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt	Pays d'activité
Europe							
GFI Benelux	Avenue A. Einstein, 6	13000 Wavre	0 427 608 266	IG	100%	100%	Belgique
GFI NV (ex-Adelior Benelux)	Haasrode Research Park Technologielaan 11	3001 Heverlee	0 450 798 491	IG	100%	100%	Belgique
Team Village	(1) Haasrode Research Park Technologielaan 11	3001 Heverlee	0 463 930 610	IG	100%	100%	Belgique
GFI Consulting Netherland B.V.	WTC Schiphol Airport B Tower, Schiphol Boulevard 231	1118 BH Amsterdam	34181929	IG	100%	100%	Hollande
GFI International	19, chemin des Champs des Filles	1228 Plan-les- Ouates	CH-660 0 703 000- 2	IG	100%	100%	Suisse
Calléo Switzerland AG	27, Im. Chrummenacher	8315 Lindau	CH-020 4 000 451- 4	IG	100%	100%	Suisse
Calléo Group AG	27, Im. Chrummenacher	8315 Lindau	CH-020 3 021 601- 1	IG	100%	100%	Suisse
Grupo Corporativo GFI Informatica	C/Serrano Galvache, 56	28033 Madrid	A-82206400	IG	100%	100%	Espagne
Ibérix	C/Serrano Galvache, 56	28033 Madrid	B-81154148	IG	100%	100%	Espagne
GFI Levante	C/Los Monegros S/N	03006 Alicante	B-53096749	IG	100%	100%	Espagne
Arcitel	C/Serrano Galvache, 56	28033 Madrid	A-81958449	IG	100%	100%	Espagne
GFI Cataluña	C/Urgell, 240 - 7ª	08036 Barcelona	A-826 73542	IG	100%	100%	Espagne
Grupo Corporativo GFI Norte	C/Licenciado Poza, 55	48013 Bilbao- Vizcaya	B-48301865	IG	100%	100%	Espagne
Euskal Soft Desarrollo y Consultoria S.L.	26 calle Autonomia	48010 Bilbao	B-20482295	IG	100%	100%	Espagne
Advanced Software Technologies	C/Serrano Galvache, 56 - Edificio Olmo	28033 Madrid	A-78897964	IG	100%	100%	Espagne
Savac Consultores SL	Máximo Aguirre, 18-Bis 3º	48011 - Bilbao (Vizcaya)	B-48989990	IG	100%	100%	Espagne
Instituto Informatico de la Rioja SL	Lope Toledo, 6 1º F 26003	26003 - Logroño (La Rioja)	B-26219865	IG	100%	100%	Espagne
Alhena Tecnologia SL	Máximo Aguirre, 18-Bis 3º	48011 - Bilbao (Vizcaya)	B-95111803	IG	100%	100%	Espagne
Ois.com	Via Mosca, 52	00142 Roma	5576691009	IG	90%	90%	Italie
GFI Italia	Via Mosca, 52	00142 Roma	3735050159	IG	100%	100%	Italie
Theta Sistemi	Via Isonzo N.2/M	87100 Consenza	2723310781	IG	100%	100%	Italie
Sirfin	Via Isonzo N.2/M	87100 Cosenza	330260787	MEQ	23%	23%	Italie
Sintra Spa	Via Sant'Atonino 28	29100 - Piacenza- PC	1282370335	MEQ	49%	49%	Italie
GFI Services	Av 5 de Outubro, 35-6º	1050-047 Lisboa	PT502726890	IG	100%	100%	Portugal
Netual	Rua Joao Afonso, 1	3800-198 Aveiro	PT504047752	IG	100%	100%	Portugal
GFI Solutions	Av 5 de Outubro, 35-6º	1050-047 Lisboa	PT500268134	IG	100%	100%	Portugal
GFI Informatique Holding GmbH	Heilbronner Str. , 86	70191 Stuttgart	HRB20548	IG	100%	100%	Allemagne
GFI Informatik Management Holding AG	Heilbronner Str. ,86	70191 Stuttgart	HRB 21063	IG	100%	100%	Allemagne
GFI Informatik Deutschland AG&Co.KG	Heilbronner Str. ,86	70191 Stuttgart	HRA 13026	IG	100%	100%	Allemagne
UBS Software - Service GmbH	Heilbronner Str. ,86	70191 Stuttgart	HRB 9600	IG	100%	100%	Allemagne
GFI-iT Media Consult GmbH	Heilbronner Str. ,86	70191 Stuttgart	HRB 17899	IG	100%	100%	Allemagne
SKR Systemberatung Konzepte Realisierung GmbH	Am Hampfberg 9	21224 Rosengarten - Ehestorf	HRB 5357	IG	100%	100%	Allemagne

(1) Sociétés sorties au cours de l'exercice.

IG = Intégration globale. MEQ = Mise en équivalence. IP = Intégration proportionnelle.

Nom de la société	Siège social Adresse	Code postal et Ville	N° Siren	Méthode de consoli- dation	% de contrôle	% d'intérêt	Pays d'activité
Hors Europe							
Ixi Canada	(1) 666 Sherbrooke Ouest Bureau 300	H3A 1E7 Montréal	1 148 933 022	IG	100%	100%	Canada
GFI Canada Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	869 787 523	IG	100%	100%	Canada
GFI Conseils Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	102 936 838	IG	100%	67%	Canada
Conceptum	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	138 357 397	IP	49%	33%	Canada
GFI Solutions Inc	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	847 111 473	IG	67%	67%	Canada
Accovia Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	1 163 347 223	IG	100%	67%	Canada
PM Canada Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	886 084 623	IG	100%	67%	Canada
GFI Solutions d'Affaires Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	853 849 008	IG	100%	67%	Canada
Forstum Solutions d'Affaires Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	103 235 040	IG	100%	67%	Canada
Forstum Services Conseils Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	1 144 347 391	IG	100%	67%	Canada
Mcite Business Systems Inc.	900-1959 Upper Water Street	B3J 3N2 Halifax (Nouvelle-Ecosse)	3 141 092	IG	100%	67%	Canada
Groupe IBL Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	1 148 562 136	IG	100%	67%	Canada
9131-2405 Québec Inc.	75, rue Queen, Bureau 6100	H3C 2N6 Montréal	1 161 604 484	IG	100%	67%	Canada
GFI Informatique Maroc	Parc Casa Nearshore, Sh. 2.2. 1100, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	50 877	IG	100%	100%	Maroc
Holding GFI Informatique Maroc	Parc Casa Nearshore, Sh. 2.2. 1100, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	113 607	IG	100%	100%	Maroc
GFI Maroc Offshore	Parc Casa Nearshore, Sh. 2.2. 1100, Bd Al Qods, Sidi Maârouf	20190 Casablanca	163 083	IG	100%	100%	Maroc

(1) Sociétés sorties au cours de l'exercice.

IG = Intégration globale. MEQ = Mise en équivalence. IP = Intégration proportionnelle.

IV. NOTES SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

NOTE 1 : ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2008	270 592	32 202	238 390
Acquisitions	13 878		13 878
Compléments de prix	-199		-199
Cessions	-2 025	-5	-2 020
Dépréciations de la période		10 000	-10 000
Reclassement			0
Ecart de change	915	-140	1 055
30 juin 2009	283 161	42 057	241 104

La variation des écarts d'acquisition relative aux acquisitions correspond principalement aux sociétés canadiennes du groupe FORSTUM pour un montant de 14 047 milliers d'euros, selon le détail ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Groupe Forstum
Montant versé en numéraire (où à verser)	26 216
Coûts directs liés à l'acquisition	210
Juste valeur du coût d'acquisition	26 426
Juste valeur des actifs et passifs acquis	5 398
Part des minoritaires	-6 982
Ecart d'acquisition	14 047

La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs aux acquisitions réalisées au cours du second semestre 2008 et du premier semestre 2009 est en cours d'analyse. Elle sera finalisée dans le délai d'affectation.

Au 30 juin 2009, les soldes dus au titre des engagements fermes d'acquisition et des compléments de prix relatifs aux prises de participation sont évalués à 9 266 milliers d'euros et sont constatés en passifs financiers courants et non courants, en fonction de leurs échéances (cf. NOTE 9 : « Autres passifs financiers non courants et courants »).

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés. Les prévisions d'activité sont basées, pour les principales sociétés opérationnelles, sur les budgets d'exploitation arrêtés par la Direction pour l'exercice 2009 avec des taux de croissance pour les années 2010 à 2013 compris entre 1% et 10% pour chaque société. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 3%. Enfin, le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital du secteur qui s'élève à 10,0%.

Les UGT pour lesquelles des indices de perte de valeur ont été constatés au titre de la période ont donné lieu à des tests d'évaluation au 30 juin 2009. Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, une dépréciation de l'écart d'acquisition italien a été comptabilisée au 30 juin 2009 pour un montant de 10 000 milliers d'euros. Au titre de l'exercice 2008, une dépréciation de 6 000 milliers d'euros avait été constatée.

NOTE 2 : AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)			30.06.09	31.12.08	31.12.07
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels acquis	11 944	9 375	2 569	2 533	1 872
Logiciels créés	6 935	1 752	5 183	5 592	4 193
Frais de développement	19 724	8 455	11 269	9 952	6 714
Relations clientèle	17 476	6 480	10 996	10 103	5 720
Total	56 079	26 062	30 017	28 180	18 499

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent aux frais afférents au projet ERP pour le Groupe (projet THESEUS).

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2008	49 703	21 523	28 180
Immobilisations acquises	333		333
Immobilisations générées en interne	1 869		1 869
Immobilisations cédées	-49	-49	0
Amortissements de la période		3 006	-3 006
Reclassement	31	39	-8
Entrées de périmètre	3 640	1 375	2 265
Ecart de change	552	168	384
30 juin 2009	56 079	26 062	30 017

Les immobilisations générées en interne comprennent les frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe (milliers d'euros en valeur brute au titre de la période), ainsi que les logiciels créés.

Les frais de développement des entités françaises du Groupe ne répondant pas aux critères définis par IAS 38 se sont élevés à 1 477 milliers d'euros au cours de la période et figurent dans les charges opérationnelles de la période.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)			30.06.09	31.12.08
	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Constructions et terrains	680	445	235	243
Constructions acquises en crédit-bail	1 918	1 918	0	13
Installations techniques et matériel	5 872	3 728	2 144	2 281
Installations techniques et matériel acquis en crédit-bail	184	184	0	0
Autres immobilisations corporelles	47 848	39 736	8 112	7 868
Autres immobilisations corporelles acquises en crédit-bail	1 708	1 044	664	847
Total	58 210	47 055	11 155	11 252

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
31 décembre 2008	52 664	41 412	11 252
Immobilisations acquises	1 620		1 620
Immobilisations générées en interne			0
Immobilisations cédées	-1 095	-895	-200
Amortissements de la période		2 015	-2 015
Entrées de périmètre	4 429	3 916	513
Ecart de change et reclassement	592	607	-15
30 juin 2009	58 210	47 055	11 155

Le Groupe ne génère pas d'immobilisations corporelles en interne.

NOTE 4 : ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers non courants se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)			30.06.09	31.12.08
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Prêts construction / personnel	793	0	793	831
Dépôts, cautionnements et autres	2 445	9	2 436	2 415
Titres mis en équivalence	677	87	590	587
Titres de participation	206	53	153	134
Total	4 121	149	3 972	3 967

NOTE 5 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Toutes les créances clients et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an.

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
Créances clients	121 213	158 012
Créances cédées au factor	83 525	103 059
Provisions pour dépréciations	-8 911	-7 809
	195 827	253 262
Effets à recevoir	412	2 933
Factures à établir	81 514	56 784
Total clients et comptes rattachés nets	277 753	312 979

Afin de respecter les délais de publication en vigueur, le Groupe applique des procédures de clôture accélérées au semestre. Ces procédures ont pour conséquence l'augmentation du poste « Factures à établir ».

NOTE 6 : AUTRES CREANCES

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
Créances fiscales	16 846	21 449
Autres créances	8 024	12 307
Avances et acomptes versés sur commandes	528	655
Valeur brute	25 398	34 411
Provisions pour dépréciation	-196	-557
Valeur nette	25 202	33 854

Le poste « Autres créances » est constitué principalement des créances sur les organismes sociaux.

Au 31 décembre 2008, ce poste comprenait également la créance relative au litige décrit dans le paragraphe « Appel en garantie Engineering » présenté en page 17, pour un montant net de 5 348 milliers d'euros.

NOTE 7 : ENDETTEMENT, PART A LONG TERME

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08	échéances		
			06/2011	06/2012	et plus
Emprunts auprès des établissements de crédit	63 937	67 382	27 673	29 941	6 323
Dettes de crédit-bail, part à long terme	357	482	185	126	46
Total	64 294	67 864	27 858	30 067	6 369

Les emprunts souscrits auprès des établissements de crédit présentés ci-dessus comportent la part du capital remboursable à plus d'un an de l'emprunt de 17,5 millions de dollars canadiens souscrit au premier semestre 2009 dans le cadre de l'opération d'acquisition de FORSTUM (Cf. paragraphe « Acquisition de FORSTUM au Canada » en page 17).

Les dettes financières à long terme font l'objet de couvertures en taux d'intérêt, dont les caractéristiques sont présentées dans la NOTE 12 : « Passifs financiers courants ».

NOTE 8 : PROVISIONS NON COURANTES

Les provisions non courantes concernent des indemnités de départ en retraite et des indemnités de fin de contrat en France et en Italie, selon le détail suivant :

(en milliers d'euros)	31.12.08	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Variation des écarts actuariels	30.06.09
Italie	7 861	0	390	-527	0	7 724
France	7 738	0	656	-122	0	8 272
Total	15 599	0	1 046	-649	0	15 996

Italie

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont calculées sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont indexées sur l'indice des prix ISTAT. Ces indemnités sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

La diminution de la provision correspond en totalité aux droits payés aux salariés au cours de la période, notamment ceux payés dans le cadre de la première phase de réalisation du plan de restructuration.

France

Les indemnités légales et conventionnelles sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à IAS 19.

Ces engagements sont déterminés avec une hypothèse de départ à l'initiative du salarié dans 100% des cas. Le taux moyen de charges sociales appliqué est de 44%. Le calcul des engagements tient compte d'un coefficient de présentisme basé sur le turn-over par classe d'âge et des tables de mortalité INSEE 2002-2004 par sexe. Le taux d'actualisation retenu s'élève à 5,50%.

Le montant total de l'engagement actualisé du Groupe en matière de retraite en France se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2008	7 738
Entrées de périmètre	0
Coûts des services rendus au cours de la période	395
Coût financier	238
Effet de toute réduction ou liquidation	-122
Coûts des services passés pris en charge de la période	23
Variations des écarts actuariels	0
Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2009	8 272

La modification de la Convention Collective Nationale du SYNTEC en 2004 a généré un coût total des services passés de 1 219 milliers d'euros. Le solde du coût des services passés non comptabilisé en résultat au 30 juin 2009 s'élève à 988 milliers d'euros.

L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
- Provision pour indemnités de départ en retraite	8 272	7 738
- Coût net des services passés	988	1 011
Engagement total du Groupe en matière de retraite	9 260	8 749

NOTE 9 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS

Les autres passifs financiers non courants et courants regroupent les dettes liées aux acquisitions de titres consolidés qui comprennent notamment :

- les provisions relatives aux engagements fermes d'achats de titres ainsi que les compléments de prix calculés au 30 juin 2009. Les engagements fermes d'achats des titres et les compléments de prix ont été évalués sur la base des engagements contractuels tels qu'ils résultent des contrats signés lors de l'acquisition des sociétés ainsi que des avenants. Les compléments de prix portent sur les performances réalisées par les sociétés ;
- les effets de l'actualisation de ces dettes en fonction de leurs échéances.

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
Autres passifs financiers non courants	1 726	1 652
Autres passifs financiers courants	7 540	9 306
	9 266	10 958

NOTE 10 : PROVISIONS COURANTES

(en milliers d'euros)	31.12.08	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres	30.06.09
Prud'hommes	1 238		1 026	-653	6	1 617
Réorganisations et restructurations engagées	1 905		543	-731	-6	1 711
Litiges	3 271		102	-63		3 310
Risques fiscaux et sociaux	1 228			-4		1 224
Autres	140		46	-26	-1	159
Total	7 782		1 717	-1 477	-1	8 021

Provisions prud'hommes, réorganisations et restructurations engagées

Les dotations et reprises pour risques prud'homaux et réorganisation concernent pour l'essentiel :

- la France ;
- et l'Italie ;

pour des montants nets respectifs de -303 milliers d'euros et -231 milliers d'euros.

Litiges

Dans le cadre d'un litige commercial avec un client, une condamnation est intervenue en mars 2009, à la suite d'une procédure judiciaire initiée depuis plusieurs années. Cette condamnation a donné lieu à la comptabilisation d'une provision de 2,0 millions d'euros dans les comptes de l'exercice 2008, elle constitue le principal élément provisionné au titre des litiges.

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentations			Total	Diminutions			Total	dont sans objet
	Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		
Prud'hommes		1 026		1 026		-653	-653	-42	
Réorganisations et restructurations engagées		543		543		-731	-731	-50	
Litiges		102		102		-63	-63	-39	
Risques fiscaux et sociaux						-4	-4		
Autres	46			46	-26		-26		
Total	46	1 671		1 717	-26	-1 451	-1 477	-131	

NOTE 11 : ENDETTEMENT, PART A COURT TERME

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à court terme	24 370	19 690
Dettes de crédit-bail, part à court terme	306	342
Concours bancaires courants	19 812	17 029
Tirages sur créances affacturées	19 359	9 387
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	70	145
Total	63 917	46 593

Les emprunts auprès des établissements de crédit à court terme disposent de couvertures en taux d'intérêt, dont les caractéristiques sont présentées dans la NOTE 12 : « Passifs financiers courants ».

NOTE 12 : PASSIFS FINANCIERS COURANTS

Les passifs financiers courants correspondent aux instruments de couverture, comptabilisés à leur juste valeur.

Certaines couvertures de taux sont signées pour un montant constant jusqu'à l'échéance, d'autres se réduisent progressivement jusqu'à l'échéance. Au 30 juin 2009, la répartition par maturité est la suivante :

Nature	Date d'émission ou restru- cturation	Échéance	Contrepartie	(en milliers d'euros)					Juste Valeur	
				Couverture au 30.06.09	2009	2010	Échéances			
					2011	2012	2013			
Swap taux fixe	17/03/06	06/03/11	BNP Paribas	2 275	650	1 300	325		-45	
Swap taux fixe	10/04/06	05/08/09	Calyon	5 000	5 000				-20	
Collar	07/08/06	05/08/09	Calyon	15 000	15 000				-42	
Swap taux fixe progressif	07/08/06	05/08/10	Calyon	10 000		10 000			-353	
Corridor	19/04/07	05/11/10	SG	20 000		20 000			-411	
Swap taux structuré	17/09/07	15/12/11	Calyon	4 000	696	1 392	1 912		-200	
Swap taux fixe désactivant	15/06/07	15/12/11	Calyon	2 000	348	696	956		-4	
Swap taux structuré	15/06/07	15/12/11	BNP Paribas	2 000	348	696	956		-116	
Collar	15/06/07	15/12/11	HSBC	2 000	348	696	956		-169	
Swap taux fixe	15/02/07	15/12/11	BNP Paribas	2 224	445	889	890		-82	
Swap taux fixe	03/10/07	15/12/12	BNP Paribas	3 500	500	1 000	1 000	1 000	-169	
Swap taux fixe	03/10/07	15/12/12	SG	3 500	500	1 000	1 000	1 000	-164	
Swap taux fixe	03/10/07	15/12/12	Calyon	3 500	500	1 000	1 000	1 000	-168	
Swap taux fixe	10/10/07	15/12/12	HSBC	3 500	500	1 000	1 000	1 000	-64	
Swap taux fixe	18/07/08	15/12/12	BNP Paribas	4 800	600	1 200	1 200	1 800	-299	
Swap taux fixe	18/07/08	15/12/12	HSBC	2 400	300	600	600	900	-148	
Swap taux fixe	02/10/08	15/12/11	SG	6 090	455	3 038	2 597		-277	
Swap taux fixe	02/10/08	15/12/11	Calyon	6 090	455	3 038	2 597		-278	
				97 879	26 645	47 545	16 989	6 700	0	-3 009

NOTE 13 : DETTES FISCALES ET SOCIALES

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
Personnel	39 990	40 689
TVA	42 558	56 418
Organismes sociaux	41 520	45 585
Impôts sur les sociétés	5 388	6 314
Taxes diverses	4 654	3 801
Total	134 110	152 807

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an.

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
Dettes sur immobilisations	338	509
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 768	8 215
Autres	5 418	7 383
Total	13 524	16 107

Les autres passifs courants ont une échéance inférieure à un an.

Au 31 décembre 2008, ce poste comprenait la dette relative au litige décrit dans le paragraphe « Appel en garantie Engineering » présenté en page 17, pour un montant net de 5 699 milliers d'euros.

V. NOTES SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

NOTE 15 : CHIFFRE D'AFFAIRES

1 – Evolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	30.06.09	30.06.08
France	248 350 68%	256 909 68%
Europe du Sud	72 391 20%	82 309 22%
Espagne	36 789 51%	38 246 46%
Italie	22 394 31%	28 884 35%
Portugal	13 208 19%	15 179 19%
Europe du Nord	20 798 6%	22 644 6%
Allemagne	11 334 54%	12 096 53%
Benelux	8 756 42%	9 477 42%
Suisse	708 3%	1 071 5%
Hors Europe	25 486 7%	16 008 4%
Canada	23 234 91%	14 154 88%
Maroc	2 252 9%	1 854 12%
Total	367 025 100%	377 870 100%

NOTE 16 : CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(en milliers d'euros)	30.06.09	30.06.08
Rémunérations du personnel	174 849	167 055
Charges sociales	69 171	68 874
Participation et intéressement	648	981
Total	244 668	236 910

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

Effectif moyen	30.06.09	30.06.08
Cadres	7 913	7 611
Employés, techniciens, agents de maîtrise	1 396	1 343
Total	9 309	8 954

Les avantages au personnel provisionnés sont présentés dans la note afférente aux « Provisions non courantes ».

NOTE 17 : RESULTAT OPERATIONNEL

Restructurations

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel non courant concernent principalement la France et l'Italie pour des montants respectifs de -3 121 milliers d'euros et -1 043 milliers d'euros.

Le Groupe a signé avec Monsieur Jacques Tordjman, une clause de non-concurrence d'une durée de deux années pour un montant de 680 milliers d'euros. Ce montant, augmenté des charges sociales y afférentes, est inclus dans ces charges de restructurations pour un total de 816 milliers d'euros.

Résultat des cessions et liquidations

Le résultat des cessions et liquidations comprend le résultat de dilution lié à la souscription du partenaire FTQ dans le capital de la société canadienne GROUPE GFI SOLUTIONS le 21 mai 2009 (Cf. paragraphe « Acquisition de FORSTUM au Canada » en page17).

Dépréciation des écarts d'acquisition

Les dépréciations des écarts d'acquisition concernent l'écart d'acquisition italien pour 10 000 milliers d'euros.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres charges opérationnelles non courantes comprennent essentiellement l'impact net de la transaction signée avec la société ENGINEERING (Cf. paragraphe « Appel en garantie ENGINEERING » en page 17).

NOTE 18 : COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30.06.09	30.06.08
Plus-values sur cession de VMP	35	41
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	35	41
Charges d'intérêt	-1 677	-2 640
Variation de juste valeur des emprunts et emprunts obligataires	-40	-97
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	-126	-516
Coût de l'endettement financier	-1 843	-3 253
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-1 808	-3 212

NOTE 19 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	30.06.09	30.06.08
Gains de change	10	210
Pertes de change	-124	-13
Variation de valeur des instruments financiers	549	666
Effet des actualisations	0	-64
Coût financier des engagements envers le personnel	-238	-214
Autres produits financiers (SWAP et autres)	90	264
Autres charges financières (SWAP et autres)	-1 115	-454
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	-828	395

NOTE 20 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le produit du bénéfice comptable multiplié par le taux d'impôt applicable est le suivant :

(en milliers d'euros)	30.06.09	30.06.08
Résultat* avant impôt sur les sociétés	-9 219	17 046
Impôt théorique	-3 174	5 869
Reports déficitaires non activés par prudence	2 259	1 582
Utilisation de reports déficitaires non activés précédemment	-1 014	-683
Actifs d'impôts non recouvrables sur retraitements de consolidation	-232	-581
Effet des différences fiscales permanentes	145	195
Impact des dépréciations d'écarts d'acquisition	3 443	0
Impact des reports déficitaires activés	0	0
Impact des variations de taux d'impôt	-348	-335
Autres	653	364
TOTAL Impôt	1 732	6 411
Dont :		
Impôts courants	1 577	4 049
Impôts différés	155	2 362
Taux d'impôt réel	-18,8%	37,6%
* Hors résultat des sociétés mises en équivalence		

Intégration fiscale

En France, le périmètre d'intégration fiscale de GFI Informatique au 30 juin 2009 comprend 23 sociétés (Cf. tableau listant les sociétés consolidées, présenté en page 19).

Au titre de la période, l'option pour l'intégration fiscale a généré un gain d'impôt de 1 648 milliers d'euros pour le Groupe.

Impôts différés

Au 30 juin 2009, les sources d'impôt différé sont les suivantes en France et à l'international.

(en milliers d'euros)	31.12.08	Variations de périmètre	Impact des variations de taux d'impôt	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.09
Base fiscalité différée des sociétés françaises						
Différences temporaires fiscales						
• Participation des salariés	1 302				-2	1 300
• Participation à l'effort construction	1 040				42	1 082
• Organic	953				66	1 019
• Autres différences temporaires fiscales	3 168				-514	2 654
Reports déficitaires activés	4 211				-102	4 109
Différences liées à l'harmonisation des principes et méthodes comptables						
• Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	-12 570				-1 043	-13 613
• Provision pour indemnités de départ à la retraite	6 810				533	7 343
• Relations clientèle	-5 000				762	-4 238
• Autres différences	-259				-212	-471
Base Totale des impôts différés France	-345				-470	-815
Impôts différés France	-118				-162	-280
Base fiscalité différée des sociétés étrangères						
• Reports déficitaires activés	2 312	-392		46		1 966
• Autres différences temporaires fiscales	2 665	-309		146	106	2 608
Différences liées à l'harmonisation des principes et méthodes comptables						
• Frais de développement activés	-4				4	
• Autres différences	-2 106			-29	-88	-2 223
Base Totale des impôts différés International	2 867	-701		163	22	2 351
Impôts différés International	880	-217		51	7	720
Total impôts différés nets	762	-217		51	-155	440
dont						
Impôts différés actifs	1 133					958
Impôts différés passifs	-371					-518

VI. INFORMATIONS SECTORIELLES

NOTE 21 : INFORMATION SECTORIELLE

Compte de résultat

Les produits et les charges sectoriels sont déterminés avant élimination des soldes et des transactions intra-Groupe, sauf si ces soldes et ces transactions intra-groupe se situent à l'intérieur d'un même secteur.

Les produits sectoriels et les résultats par zone géographique de la période se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.09	France	Espagne	Italie	Portugal	Allema- gne	Benelux	Suisse	Canada	Maroc
Chiffre d'affaires net	367 025	248 350	36 789	22 394	13 208	11 334	8 756	708	23 234	2 252
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	10 968	10 291	1 235	-2 326	382	39	60	24	703	560
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-10 951	1 556	199	-13 540	67	-119	-158	-192	760	476

(en milliers d'euros)	30.06.08	France	Espagne	Italie	Portugal	Allema- gne	Benelux	Suisse	Canada	Maroc
Chiffre d'affaires net	377 870	256 909	38 246	28 884	15 179	12 096	9 477	1 071	14 154	1 854
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	22 504	16 990	1 978	-658	922	316	404	106	2 294	152
RESULTAT NET PART DU GROUPE	10 482	9 933	118	-1 092	786	-73	-109	-555	1 402	72

VII. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 22 : RISQUES DIVERS

Vérification fiscale de GFI INFORMATIQUE

L'administration fiscale a notifié en septembre 2008 une proposition de rectification de TVA au titre des opérations des années 2005 et 2006, dans des termes comparables à la proposition qu'elle avait émise en 2007 au titre de l'année 2004.

Le vérificateur a remis en cause l'exonération de TVA sur certaines livraisons intracommunautaires en considérant qu'elles comportaient des anomalies, tant au niveau du comportement du client étranger et de ses bons de commandes, que du transport de marchandises.

GFI INFORMATIQUE a contesté ces propositions de redressements en justifiant qu'il avait vérifié systématiquement l'existence juridique de ses clients, qu'il avait mis en place une procédure précise de vérification des marchandises en réception, qu'il pouvait retracer avec les bons de livraison l'ensemble des réceptions et des réexpéditions, qu'il disposait de l'ensemble des factures des transporteurs et que chaque expédition avait donné lieu à une Déclaration d'Échange de Biens (DEB) dans le délai normal. La société a également contesté l'obligation qu'elle aurait, selon le vérificateur fiscal, à enquêter sur l'utilisation ultérieure que ferait son client des produits achetés à GFI INFORMATIQUE.

Le montant porte sur une somme globale de 8,5 millions d'euros, auquel il convient d'ajouter les intérêts de retard pour 1,3 million d'euros. Le vérificateur a considéré au surplus qu'il pouvait appliquer les majorations de 40% pour manquements délibérés soit 3,4 millions d'euros. Au total, intérêts et majorations compris, la proposition porte sur 13,2 millions d'euros.

GFI INFORMATIQUE a contesté vigoureusement chacune des deux propositions de rectifications en janvier et novembre 2008. Une réponse de l'administration fiscale a été reçue en avril 2009. GFI INFORMATIQUE considère que cette réponse n'apporte pas d'éléments nouveaux susceptibles de modifier la nature du risque considéré comme toujours très improbable, et en conséquence n'a passé aucune provision pour risques dans ses comptes.

Litiges et contentieux en Italie

En Italie, le Groupe possède une créance d'un montant brut de 3,2 millions d'euros sur la commune de FOGGIA. Le Groupe a entamé une procédure judiciaire en recouvrement. Eu égard à l'évolution de ce litige et aux difficultés croissantes de recouvrement de cette créance, une provision complémentaire de 1,1 million d'euros a été comptabilisée au cours du premier semestre 2009 conduisant ainsi à une provision globale pour dépréciation de 2,1 millions d'euros.

Par ailleurs, la municipalité avait engagé une action judiciaire contre GFI ITALIA et avait réclamé le paiement d'une indemnité de 5 millions d'euros pour interruption de service. Cette procédure est toujours pendante. Le Groupe estime que cette demande est totalement infondée et n'a pas, par conséquent, provisionné ce risque. Une audience est prévue en juin 2010.

En janvier 2008, un des membres du consortium OIS.Com (dans lequel GFI ITALIA est membre à hauteur de 89,69%), la société LINE SYSTEM SERVICE Srl, a réclamé le paiement d'une indemnité de 2 millions d'euros au titre d'un engagement non tenu du consortium de sous-traiter des prestations de service auprès de cette société sur la période 2002 à 2006. GFI ITALIA estime cette demande irrecevable en tant que telle ; une transaction est en-cours afin qu'il soit sous-traité à la société LINE SYSTEM SERVICE Srl, des prestations en rapport avec l'esprit du contrat initial.

Un fournisseur réclame 1,8 million d'euros à GFI ITALIA (ex- GFI OIS) au titre de factures émises entre 1992 et 1994 et qui dans les comptes de GFI ITALIA (ex- GFI OIS) avaient été soldées par des règlements ou des avoirs. En conséquence, la réclamation est considérée par GFI INFORMATIQUE comme non justifiée.

NOTE 23 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis par GFI INFORMATIQUE et ses filiales. Ils sont présentés ci-après :

(en milliers d'euros)	30.06.09	31.12.08
Garantie de paiement de loyers	501	461
Garantie de facilités de caisse accordées au bénéfice des filiales	1 814	2 020
Garantie sur contrats clients	15 751	15 575
Garantie sur contrats fournisseurs	396	2 506
Total	18 462	20 562

Dans le cadre de ses acquisitions, le Groupe a reçu les garanties de passif suivantes :

(en milliers d'euros)		30.06.09
échéances		plafond
31/12/10	Groupe SAVAC	75% du prix total payé, minimum de 2 416
31/12/09 et 31/12/12	Groupe BTD	6 000
	<i>* dont 1,5 million d'euros couverts par une garantie bancaire</i>	
30/01/11	Groupe ACCOVIA	12 562
31/07/11	GFI Solutions d'affaires	4 398

Les emprunts ont été initialement souscrits par plusieurs banques, par le biais de contrats incluant des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture annuelle à l'exception des emprunts souscrits au Canada. Pour ces derniers, les critères financiers sont appréciés trimestriellement.

Dans le cadre du financement de l'acquisition complémentaire d'ACCOVIA en 2008, GFI INFORMATIQUE a nanti les titres GFI CANADA détenus par GFI INFORMATIQUE au profit des établissements bancaires du CLUB DEAL.

Dans le cadre du financement de l'acquisition en 2008 des filiales GFI SOLUTIONS D'AFFAIRES et PROFITMASTER, les filiales canadiennes GFI CONSEILS et GFI SOLUTIONS D'AFFAIRES ont accordé des hypothèques à l'établissement bancaire ROYAL BANK OF CANADA.

Dans le cadre du financement de l'acquisition du groupe FORSTUM au premier semestre 2009, la filiale canadienne GROUPE GFI SOLUTIONS a nanti les titres FORSTUM au profit de l'établissement bancaire BANK OF MONTREAL. Cet établissement bancaire bénéficie également de contrats d'hypothèque portant sur les actifs des sociétés du groupe FORSTUM.

Le FTQ bénéficie de garanties de passif au titre de ses souscriptions de capital dans la filiale GFI SOLUTIONS D'AFFAIRES,

Les engagements du Groupe au titre des indemnités de retraite (coût des services passés non amortis) sont présentés en NOTE 8 : «Provisions non courantes».

A la connaissance du Groupe GFI INFORMATIQUE, la présentation n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

NOTE 24 : EVENEMENTS POSTERIEURS

Néant.

NOTE 25 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés au prix de marché.

Le nombre de droits à actions gratuites attribué au profit des parties liées est de 70 000.

Le départ de Monsieur Jacques Tordjman constitue une évolution majeure, au cours de la période, des parties liées.

NOTE 26 : OBJECTIFS ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de crédit-bail et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient des actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

Il contracte également des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion des risques de taux d'intérêt liés au financement du Groupe. La politique du Groupe est de ne pas souscrire d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont les suivants : le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie, le risque de liquidité et le risque de contrepartie.

Les politiques de gestion des risques de crédit et de liquidité sont résumées ci-dessous.

Risque de crédit

Concernant le risque de crédit relatif aux actifs financiers du Groupe, c'est-à-dire principalement les clients, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'exposition du Groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

Les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Les créances antérieures de plus de 12 mois concernent essentiellement l'Italie.

Risque de liquidité

L'objectif du Groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires et obligataires et de contrats d'affacturage.

En ce qui concerne le risque de liquidité, le Groupe a démarré la renégociation de son emprunt moyen terme avec son pool bancaire dans l'objectif d'en rallonger la maturité de deux années. L'intention du Groupe est de finaliser cette négociation d'ici la fin de l'année.

Contrats d'affacturage

Le Groupe GFI INFORMATIQUE dispose, via des contrats d'affacturage, de lignes de financement à hauteur du montant des créances clients cédées, plafonnées à 75,0 millions d'euros en France et 6,5 millions d'euros en Espagne. Le montant des tirages effectués au 30 juin 2009 s'élève à 19,4 millions d'euros.

Lignes de découvert bancaire

Le Groupe GFI INFORMATIQUE dispose de lignes de découverts bancaires négociés, plafonnées à 21,1 millions d'euros. Au 30 juin 2009, ces lignes de découvert bancaire sont utilisées à hauteur de 19,8 millions d'euros, principalement en France.

Clauses conventionnelles dites de défaut

En France, les emprunts bancaires ont été souscrits par le biais de contrats incluant des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture annuelle.

Au Canada, les emprunts bancaires ont également été souscrits par le biais de contrats incluant des clauses conventionnelles dites de défaut. Le respect de ces dernières est apprécié trimestriellement. Sur la base des performances de la période, il n'existe pas de risques d'exigibilité anticipée.

--

- 3 -

Rapport
des commissaires aux comptes
sur l'information financière
semestrielle



3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GFI Informatique, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte décrit dans la note III de l'annexe « Faits caractéristiques et périmètre de consolidation » de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II « Principes et méthodes comptables » de l'annexe qui décrit les nouvelles normes et interprétations que votre société a appliquées à compter du 1er janvier 2009, dont notamment le changement de méthode comptable relatif à la première application de la norme IFRS 8.

2- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

TUILLET AUDIT
Jean-Charles Boucher

ERNST & YOUNG et Autres
Pierre Abily

- 4 -

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel



4. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au chapitre 2 du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe GFI Informatique et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 1 du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus sur les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre de l'exercice 2009.

Fait à Paris, le 31 août 2009

Monsieur Vincent Rouaix
Président-Directeur Général

Le succès de nos clients

est le moteur de notre avenir



GFI Informatique

Siège social

15, rue Beaujon – 75008 Paris

Tél. : 33 (0)1 53 93 44 44

Fax : 33 (0)1 44 93 44 45

www.gfi.fr